



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

ÉTUDES

L'ACTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE VUE PAR LES CITOYENS

Synthèse d'une étude réalisée par
le Credoc pour l'ANCT

Sommaire

Introduction.....	3
I. Une approche du développement des territoires privilégiant le quotidien.....	4
II. La transition écologique : une préoccupation réelle.....	9
III. Une action des collectivités territoriales qui divise.....	13
Conclusion.....	15

Introduction

L'étude réalisée en 2021 par le CREDOC pour le compte de l'ANCT avait pour objectif de mieux connaître les attentes concrètes des citoyens à l'égard des pouvoirs publics locaux en matière de transition écologique. Le but était de dépasser les déclarations de principe pour tester l'acceptabilité sociétale de différentes pistes d'actions concrètes actionnables par les collectivités territoriales pour faire face au défi environnemental. L'étude visait à identifier le positionnement des Français sur ces pistes d'action, et les éventuels freins et les leviers qu'elles soulèvent. Ce faisant, elle nous indique la perception que les Français peuvent avoir du rôle de leur collectivité et des élus au regard de ces enjeux environnementaux.

Méthodologie

Enquête réalisée en ligne en 2021 dans le cadre de l'enquête nationale « Condition de vie et aspirations des Français » conduite par le CREDOC auprès de 3 000 interviewés sur tout le territoire français (France métropolitaine, Corse et Drom âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas prenant en compte les zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) qui découpent la France métropolitaine en huit grandes zones), taille d'agglomération, âge, sexe, catégorie socio-professionnelle et type d'habitat. Redressement, notamment sur la variable croisée âge x diplôme.

Contact : Emmanuel Dupont (ANCT) emmanuel.dupont@anct.gouv.fr

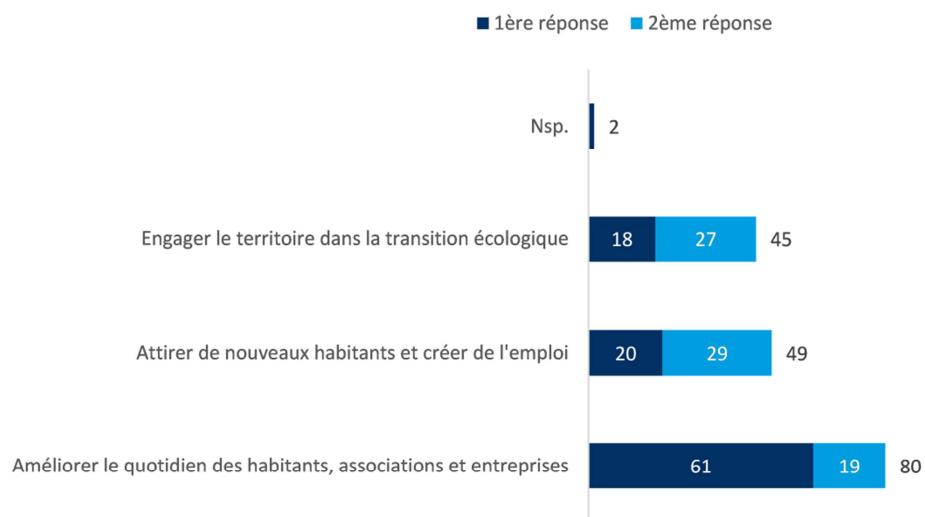
Date de publication : juin 2022

I. Une approche du développement des territoires privilégiant le quotidien

Interroger les Français sur leurs attentes en direction des collectivités territoriales requiert de préciser la nature de leurs liens au territoire. Pour 80 % d'entre eux le développement du territoire est d'abord synonyme d'amélioration de la vie au quotidien. Attirer de nouveaux habitants et créer de l'emploi ou engager le territoire dans la transition écologique n'arrivent que loin derrière, en faisant pratiquement jeu égal (respectivement 49 % et 45 % des Français citent ces idées en première ou deuxième réponse).

Question : selon vous, le développement de votre territoire c'est d'abord...?

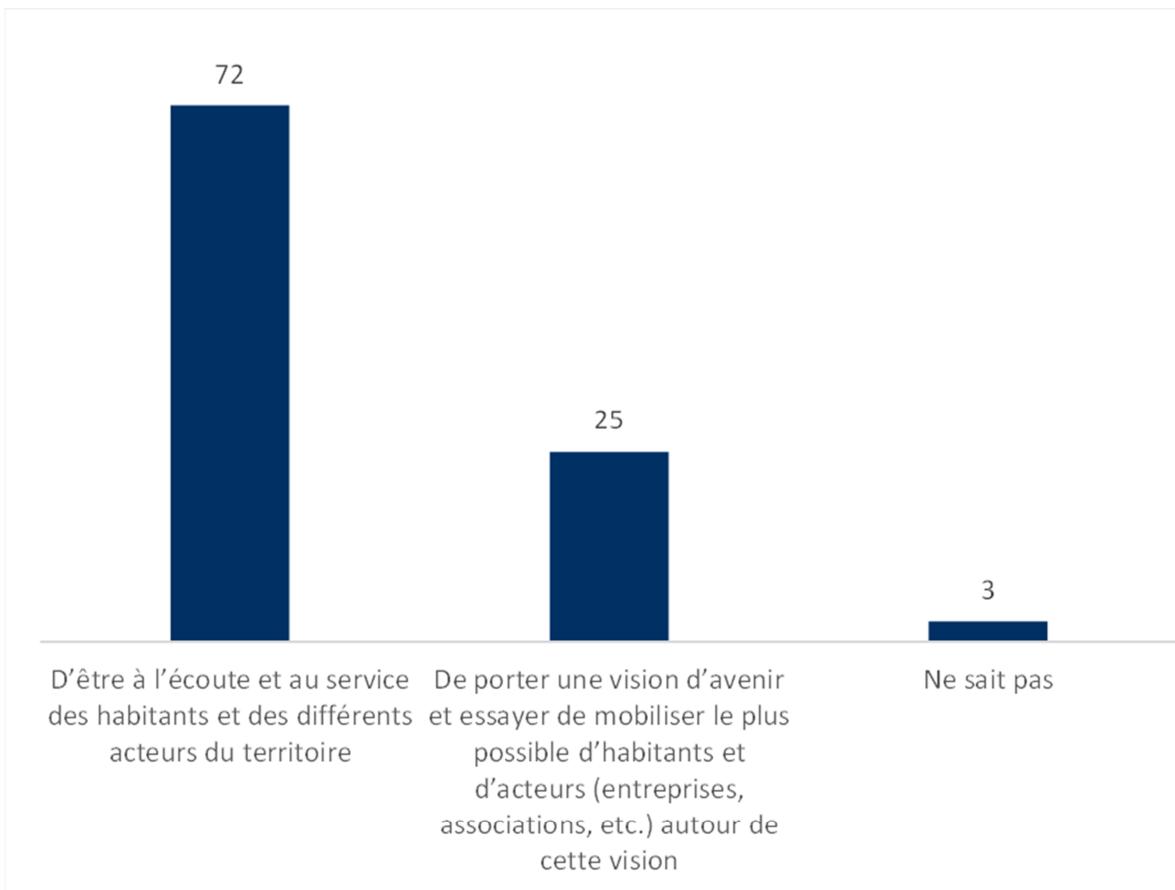
Deux réponses possibles (en %)



Les seniors (89 % chez les plus de 70 ans contre 67 % pour les moins de 25 ans) sont particulièrement séduits par l'idée d'une politique territoriale visant principalement à améliorer leur quotidien (ou celui des associations et des entreprises), ainsi que les classes moyennes supérieures. A l'inverse, les personnes ayant de bas revenus, les chômeurs, les moins diplômés, les habitants de petites villes et ceux de la région Haut de France priorisent davantage le développement économique et démographique de leur territoire.

L'importance accordé au quotidien plutôt qu'au projet se retrouve dans la perception que les Français peuvent avoir du rôle de l'élu. 72 % d'entre eux considèrent qu'un élu local doit avant tout se mettre au service de ses administrés contre 25 % pensant qu'un élu local doit porter une vision d'avenir et essayer de mobiliser le maximum d'acteurs (entreprises, associations, habitants) autour de cette vision.

Question : Selon vous, le rôle d'un élu local, c'est avant tout...(en %)



Les personnes âgées et les catégories modestes considèrent plus souvent que les élus locaux devraient être avant tout à l'écoute et au service des administrés (80 % à partir de 60 ans contre 61 % chez les moins de 25 ans). Logiquement, les proportions s'inversent lorsque l'on pense que l'élu doit être porteur d'avenir : 34 % chez les moins de 25 ans contre 19 % chez les plus de 60 ans. Dans une autre mesure la taille d'agglomération joue également : 78 % des ruraux pensent qu'un élu devrait être à l'écoute et au service de la population contre 68 % dans les villes de plus de 100 000 habitants et l'agglomération parisienne¹. Par ailleurs, les catégories socioprofessionnelles supérieures ainsi que les personnes politisées (entendues comme se revendiquant de droite comme de gauche plutôt que du centre ou sans appartenance) sont plus nombreuses que la moyenne à donner un rôle visionnaire à l'élu. Ce dernier point est nettement confirmé par le constat que les personnes confiantes dans le personnel politique estiment plus souvent que les élus locaux devraient porter une vision d'avenir (63 % contre seulement 25 % en moyenne)². A noter que 42 % des personnes qui déclarent être Gilets jaunes et 37 % des personnes ayant le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics confèrent un rôle de porteur d'avenir aux élus, probablement parce qu'ils souhaitent que ces derniers portent, incarnent et créent de la visibilité pour les sujets de développement territorial.

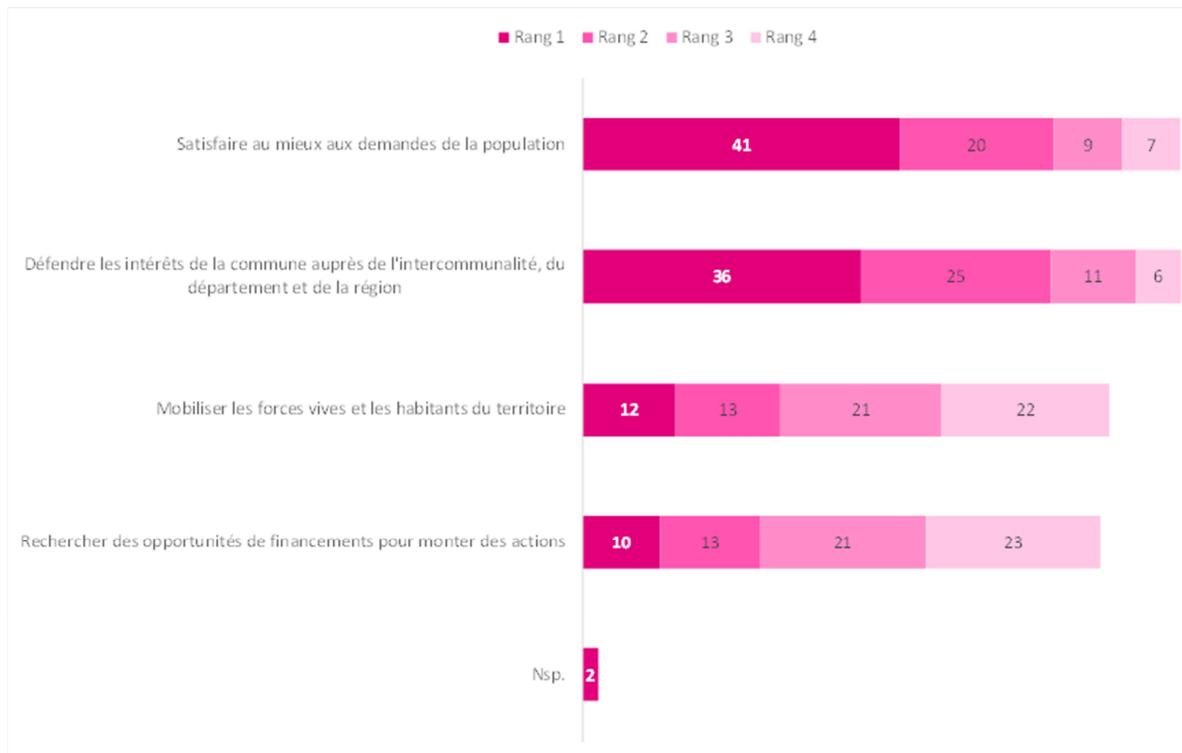
¹ Les ruraux privilègient en effet le lien étroit entre élu local et population. Cependant, cette envie de proximité avec les élus locaux est décorrélé du sentiment d'appartenance à la commune ou au lieu de vie. En effet, les ruraux citent moins souvent la commune comme lieu d'appartenance que les citadins. On peut faire l'hypothèse, pour ces derniers, que l'attente d'une vision d'avenir se reporte à des échelles supérieures (notamment nationale) et donc auprès d'autres élus.

² A l'inverse, les personnes très confiantes envers les entreprises ainsi que les associations ne sont plus que 40 % à penser que l'élu doit porter une vision (ce qui reste toutefois largement au-dessus de la moyenne nationale). Ce rapport de confiance ou non envers les institutions (élus, entreprises, associations, école, etc.) souligne que la volonté de nombreux Français de privilégier l'amélioration du quotidien s'inscrit sur un fond de défiance quant aux capacités des élus de porter une vision (cf. encadré 1).

Fort de ce contexte, il n'est donc pas surprenant que, pour les Français, la principale mission d'un élu local consiste largement à « «satisfaire les demandes des administrés » (41 %)³ et à « défendre leurs intérêts locaux face aux intercommunalités, départements ou région » (36 %) plutôt qu'à « mobiliser les forces vives et les habitants » (12 %) ou à « rechercher des opportunités de financements pour monter des actions» (10 %). Sur ce point, l'âge s'avère encore le critère de différenciation le plus net entre les Français, les plus âgés confortant les deux premières missions. Il faut y ajouter des déterminants socio-économiques comme l'appartenance aux classes populaires, le statut d'inactif et le sentiment d'être défavorisés.

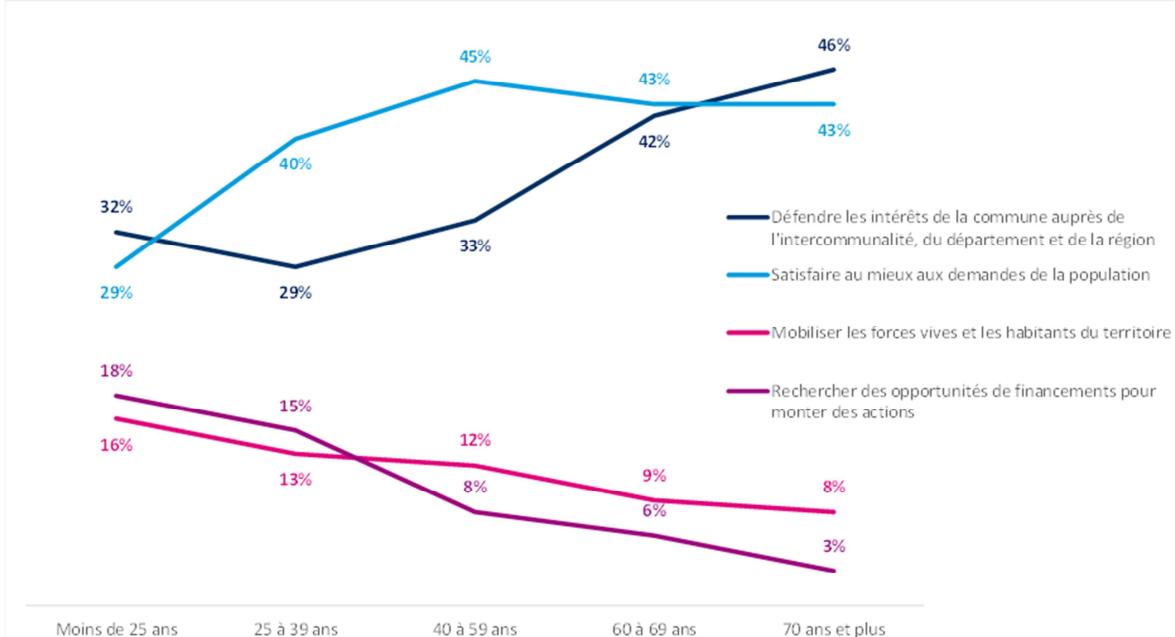
A noter que les habitants des zones rurales sont (logiquement au regard de leurs attentes) les moins nombreux à considérer que le rôle de l'élu est de rechercher des opportunités de financement.

**Question : Selon vous, quelles sont les missions prioritaires d'un élu local,
de la plus prioritaire à la moins prioritaire ? (en %)**



³ Etre à l'écoute des citoyens et satisfaire à leur demande sont deux notions proches mais non identiques. Les répondants sont nombreux et souvent les mêmes à étroitement associer les deux réponses pour autant une partie d'entre eux pense que l'élu doit être à l'écoute des citoyens sans pour autant considérer que cela consiste à seulement satisfaire à leurs demandes.

Question : Selon vous, quelles sont les missions prioritaires d'un élu local,
de la plus prioritaire à la moins prioritaire ? (en %)

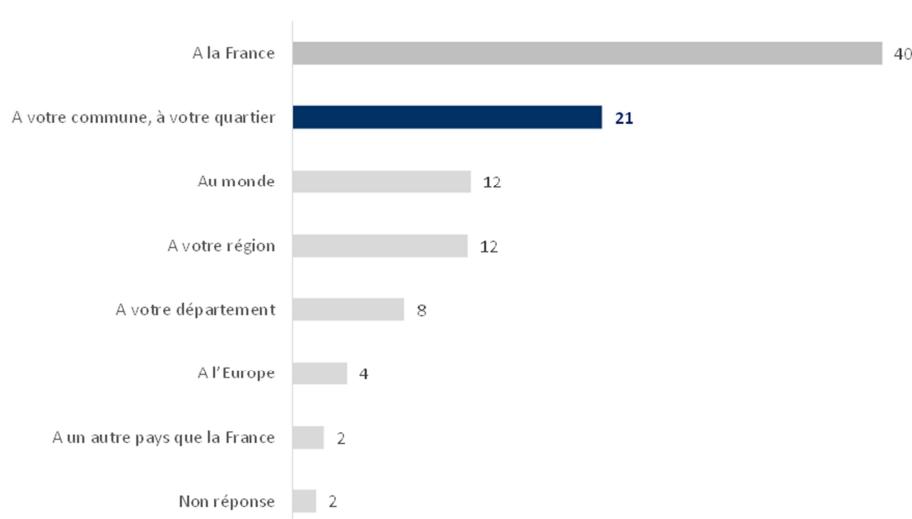


ENCADRE 1

Un sentiment d'appartenance territoriale très diversifié selon les Français

Interrogés sur leur sentiment d'appartenance, les Français n'ont pas une relation uniforme au territoire. On observe une distribution importante des opinions selon l'échelle de territoire privilégiée. Le territoire d'appartenance n'est donc pas strictement synonyme de proximité. Contrairement à une idée reçue, les urbains valorisent les petites échelles d'appartenance (quartier et commune) tandis que les ruraux privilégiuent le département et surtout la région. L'appartenance à un territoire infra national paraît secondaire pour plus de 60 % des Français (déclarant d'abord se sentir Français, Européen, citoyen du monde, ou d'un autre pays). Le sentiment d'appartenance à une échelle se rapportant explicitement à un type de collectivité territoriale (commune, département, région) paraît d'autant plus minoritaire en France que les réponses relatives à la région sont souvent motivées par des considérations régionalistes (Bretagne, Pays Basque, Occitanie, Alsace, Corse). La place finalement secondaire que les Français, dans leur sentiment d'appartenance territoriale, accordent à la commune (ainsi qu'au département) pourrait expliquer pourquoi ils tendent majoritairement à les associer à la prise en charge du quotidien plutôt qu'au stratégique (vision).

Question : Auquel de ces lieux avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? (en %)



II. La transition écologique, une préoccupation réelle

A la question, « à votre avis, quelle devrait être la priorité du gouvernement dans la situation actuelle ? », 61 % des Français répondent « Réorienter en profondeur l'économie vers des actions qui préservent l'environnement, la cohésion sociale et la santé même si c'est au détriment d'autres activités » contre 33 % répondant « Relancer fortement l'économie en favorisant la croissance quelques soient les secteurs même si c'est au prix de quelques impacts négatifs pour l'environnement ». Ce point confirme une donnée récente du Credoc, pourtant collectée en pleine pandémie de la Covid-19, signalant que 81 % des Français souhaitent que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de moyens que la crise sanitaire.

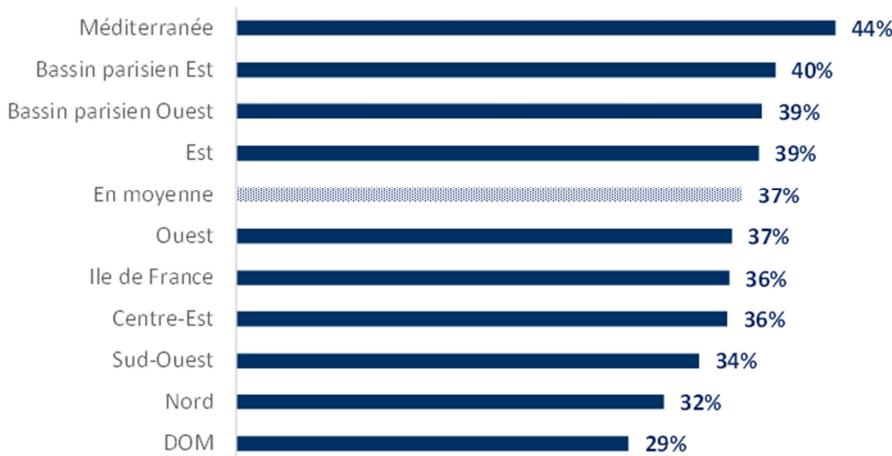
60 % des personnes interrogées estiment que la transition écologique constitue l'enjeu principal de la politique territoriale. L'expression de ces opinions varie à la hausse chez les cadres (67 %), les diplômés du supérieur (66 %) et les personnes n'ayant pas du tout le sentiment de vivre dans un territoire relégué (68 %) par les pouvoirs publics.

A l'inverse 37 % des Français considèrent que la transition écologique est une contrainte qui freine la réalisation de politiques plus prioritaires. L'expression de ces opinions varie à la hausse chez les ouvriers (52 %), les personnes qui habitent une ville de moins de 50 000 habitants (42%) ou qui se déclarent Gilet Jaune (47 %).

A noter que l'âge, si déterminant sur le sujet de la transition écologique et du lien aux collectivités n'est, ici, absolument pas significatif. On observe par contre d'assez nettes variations selon les régions d'habitation des répondants : les Drom, le Nord et l'Ouest de France affichent des scores favorables à la transition écologique supérieurs à 63 % alors que les habitants des régions méditerranéennes et de l'Est sont plus de 40 % à considérer la transition comme une contrainte.

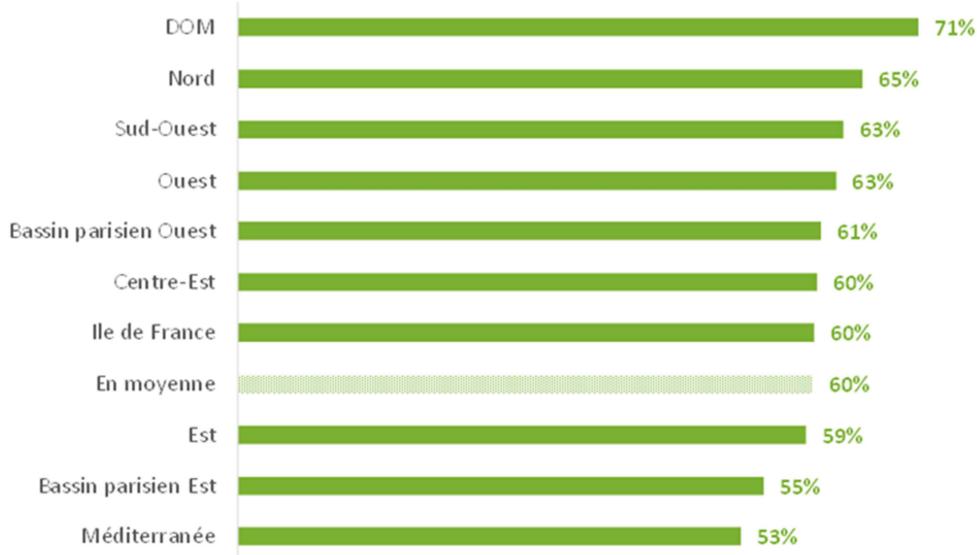
Pour les territoires, la transition écologique est
une contrainte qui freine la réalisation de
politiques plus prioritaires

Réponses affirmatives



La transition écologique doit être maintenant l'enjeu principal de la politique territoriale

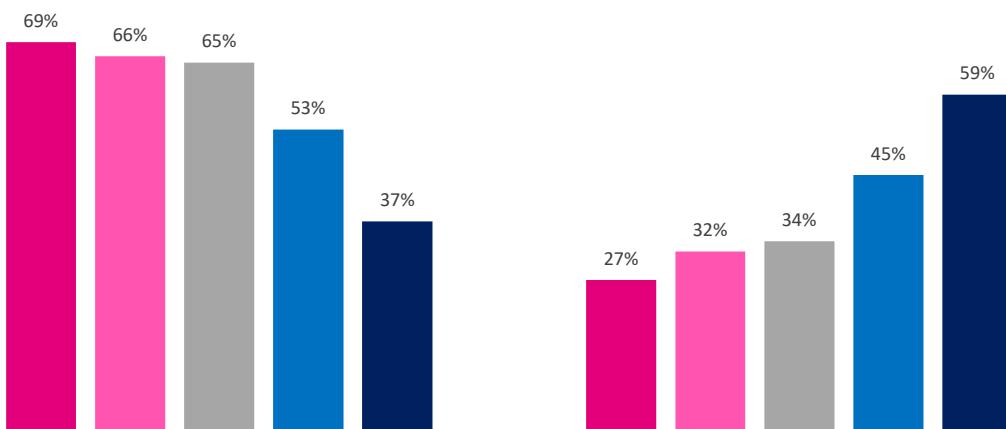
Réponses affirmatives



De manière générale, les Français se positionnant à gauche de l'échiquier politique considèrent davantage que la transition écologique constitue un enjeu majeur pour les politiques territoriales. Enfin, les Français estimant que le rôle d'un élu est de porter une vision sont un peu plus nombreux à estimer que la transition est l'enjeu principal (65% contre 60 % en moyenne).

Question : Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ? (en %)

■ Très à gauche ■ Plutôt à gauche ou à gauche ■ Centre ■ Plutôt à droite ou à droite ■ Très à droite

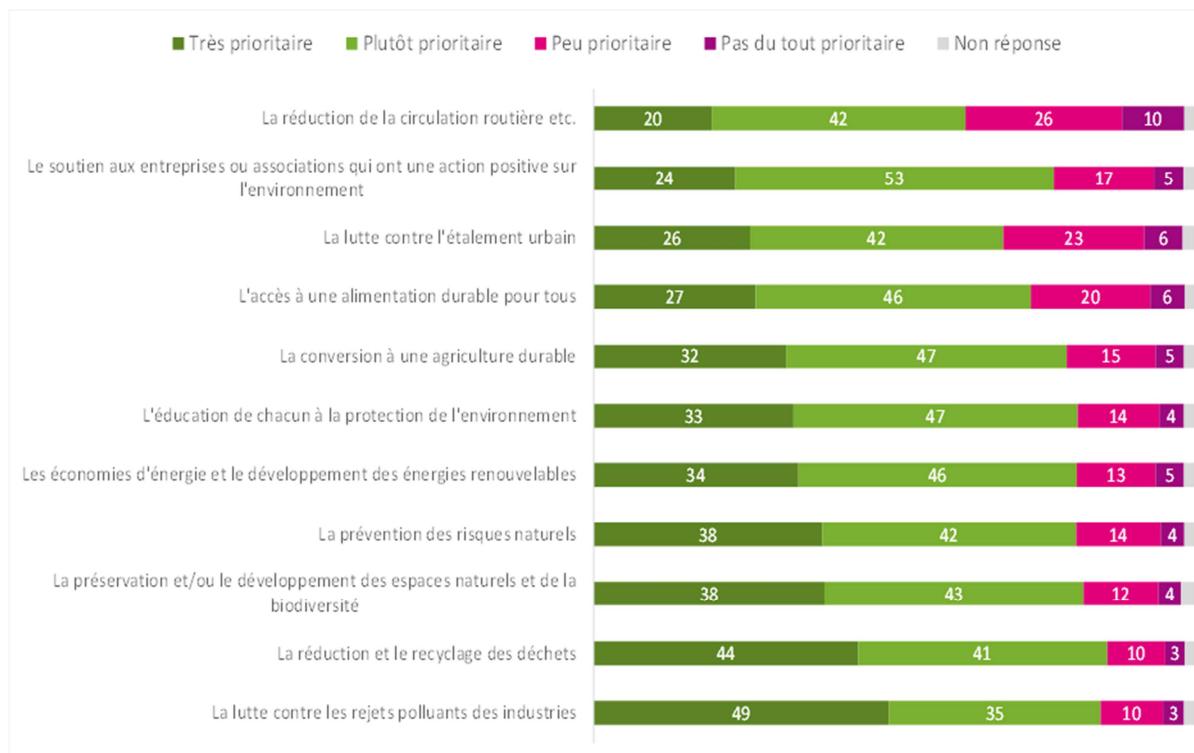


La transition écologique doit être maintenant l'enjeu principal de la politique territoriale

Pour les territoires, la transition écologique est une contrainte qui freine la réalisation de politiques plus prioritaires

Au-delà de ces considérations générales sur les enjeux de transition, on observe de très nettes différences de perception sur leur niveau de priorité selon leurs contenus. La lutte contre les rejets polluants des industries, la réduction et le recyclage des déchets, la préservation de la biodiversité, la lutte contre les risques naturels s'imposent comme prioritaires pour leur territoire. A l'inverse la réduction de la circulation routière, les aides aux entreprises et aux associations qui ont une action positive sur l'environnement, la lutte contre l'étalement urbain ou l'accès à une alimentation durable ne sont pas jugées comme aussi prioritaires (ce sont aussi les actions les plus clivantes, notamment celle relative à la circulation routière). Schématiquement, il semble donc que les enjeux écologiques s'imposent d'abord dans leur rapport immédiat à la protection de l'environnement.

Question : Pour chacun des domaines d'action suivants, pouvez-vous indiquer si vous les considérez prioritaires pour votre territoire (en %)



ENCADRE 2

Plus de trois quarts des Français soutiennent la coupure de l'éclairage public la nuit ainsi que l'arrêt de produits de jardinage et d'entretien dangereux pour l'environnement

Quels sont les efforts personnels auxquels les citoyens seraient prêts à consentir afin de favoriser la transition écologique ? Les réponses sont assez contrastées. Deux mesures arrivent en tête consistant à soutenir les coupures d'éclairage public la nuit et à cesser de consommer des produits de jardinage ou d'entretien dangereux. Les mesures plus contraignantes (participation à des chantiers, suppression de places de parking) ou plus clivantes (repas végétariens) rencontrent moins d'adhésion.

Question : vous personnellement, accepteriez-vous... (en %)

■ Oui, certainement ■ Oui, probablement ■ Non, probablement pas ■ Non, certainement pas ■ [Nsp, nr]

Participer plusieurs fois par an à des chantiers collectifs en faveur de l'environnement

18	43	27	12
----	----	----	----

La suppression d'un tiers des places de parking des centres villes, pour y installer des espaces verts ou des parkings à vélo

18	32	34	16
----	----	----	----

Deux repas végétariens par semaine dans les cantines scolaires, les hôpitaux, les maisons de retraite etc.

20	35	26	19
----	----	----	----

Payer pour le ramassage des déchets selon la quantité que vous produisez

27	34	25	14
----	----	----	----

Arrêter de consommer des produits de jardinage et d'entretien ménager dangereux pour l'environnement

40	42	12	5
----	----	----	---

La coupure de l'éclairage public entre minuit et l'aube

43	33	16	8
----	----	----	---

L'âge introduit quelques nettes différences d'appréciation : repas végétariens, suppression des places de parking et chantiers collectifs sont plus nettement soutenus par les moins de 25 ans. A l'inverse les plus de 70 ans sont légèrement plus nombreux à déclarer soutenir les coupures d'électricité la nuit, le paiement selon la quantité de déchets produits et l'arrêt de la consommation de produits dangereux. Dans l'ensemble, ces actions individuelles résonnent avec les priorités pour les territoires en matière de transition écologique. L'aspect pragmatique et immédiat de la mesure l'emporte dans la hiérarchie de l'acceptabilité des mesures à mettre en œuvre au niveau personnel.

III. Une action des collectivités territoriales qui divise



L'opinion publique est divisée concernant l'action des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique. 48 % des Français considèrent qu'elles font ce qu'elles doivent contre 42 % pensant qu'elles ne font pas assez.

Les critères de différenciation entre ces deux opinions sont assez difficiles à cerner. Assez « logiquement », les personnes se déclarant très sensibles à l'environnement, affirmant que la transition écologique est prioritaire pour les collectivités ou exprimant leur défiance à l'égard des élus, sont les plus nombreuses à considérer que les collectivités n'en font pas assez (respectivement 54 %, 54 % et 49 %). Pour autant, les Français portant une vision exigeante à l'égard des élus (vision d'avenir, mobilisation des forces vives) sont plutôt nombreux à penser que les collectivités font ce qu'elles doivent en matière de transition.

A noter que les gens qui estiment vivre dans un territoire délaissé sont nettement plus nombreux à penser les collectivités en font trop concernant ce même sujet (21 % contre 8 % en moyenne). De même, les habitants des Drom confirment leur préoccupation pour l'environnement en répondant à 79 % que les collectivités n'en font pas assez.

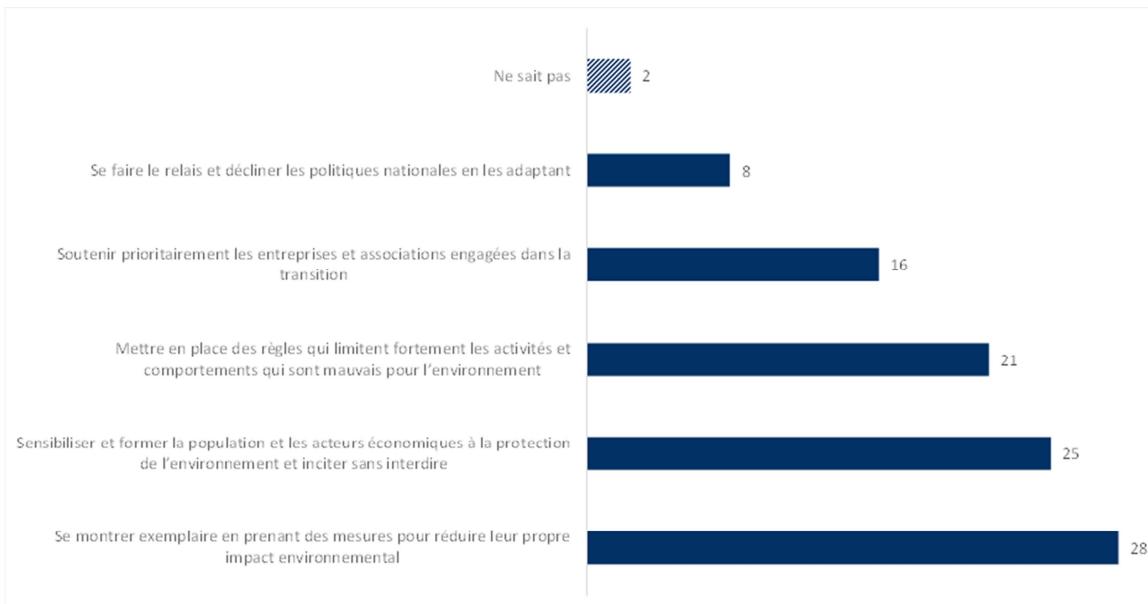
Relativement aux caractéristiques sociales de répondants, il est difficile de circonscrire précisément la nature des deux groupes. Notons que les personnes au foyer, les classes moyennes supérieures, les plus de 70 ans, les habitants des petites villes de moins de 20 000 habitants sont plus souvent satisfaites, contrairement aux cadres, aux diplômés, ainsi qu'aux 40-59 ans.

Politiquement, les personnes qui estiment le plus souvent que les collectivités n'en font pas assez se déclarent plutôt de gauche ; et inversement pour les répondants se considérant de droite. Cette ligne de partage est assez nette mais sans être absolument déterminante : ainsi, les personnes qui estiment que les collectivités en font trop se situent aux deux extrêmes du champ politique (20 % très à gauche et 15 % très à droite contre 8 % en moyenne nationale).

Le niveau de priorité donné par chacun aux différentes actions en faveur de la transition écologique détermine aussi l'insatisfaction ressentie à l'égard des collectivités. Les Français considérant que les économies d'énergie, la réduction de la circulation routière et les aides aux entreprises, la conversion vers une agriculture durable et le soutien aux acteurs privés très engagés sont des priorités, sont les plus nombreux à se déclarer insatisfaits de l'action des collectivités (respectivement 57 %, 55 %, 54 % et 54 %). A l'inverse, les répondants mettant en priorité la lutte contre l'étalement urbain et la prévention des risques naturels sont les moins insatisfaits (respectivement 44 % et 48 %).

Interrogés sur les moyens d'action à privilégier pour les collectivités, les Français considèrent que ces dernières doivent avant tout montrer l'exemple en réduisant leur propre impact territorial (28 %), puis sensibiliser et former la population et les acteurs économiques (25 %), mettre en place des règles qui limitent fortement les activités négatives pour l'environnement (21 %), soutenir prioritairement les entreprises et les associations (16 %) et enfin se faire le relais des politiques nationales en les adaptant (8 %). Ces résultats paraissent assez conformes à la vision majoritaire, et somme toute très classique, des Français concernant les missions de la collectivité et le rôle des élus. Le thème de la collectivité exemplaire ancre cet acteur, s'il en était besoin, dans cette approche gestionnaire et quotidienne plutôt que visionnaire. C'est une indication sur la vision finalement assez peu politique (au sens de politiques publiques) que les Français peuvent avoir des enjeux de transition lorsqu'ils se rapportent aux collectivités territoriales : le lien avec les politiques nationales, le recours à la règle et au pouvoir de contraintes des collectivités, l'appui aux acteurs privés fortement engagés ne sont pas les modes d'intervention que les Français associent aux collectivités.

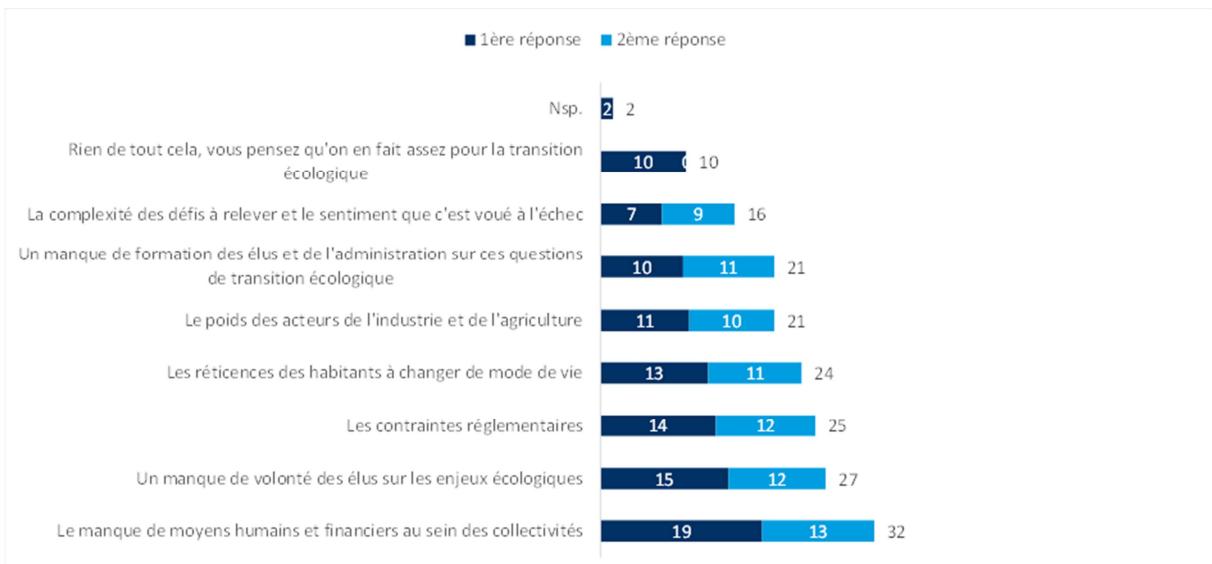
Question : Selon vous, pour accélérer la transition écologique, les collectivités locales (communes, départements, régions) doivent-elles en priorité... ? (en %)



Fort de ces constats, donnant une part importante à la gestion quotidienne et ne rattachant pas forcément la transition écologique à des enjeux proprement politiques, il n'est pas surprenant qu'un tiers des Français considère le manque de moyens comme le premier frein à un engagement plus fort des collectivités territoriales en faveur de cette transition.

Question : selon vous, quelles sont les raisons principales qui empêchent les collectivités locales d'agir davantage en faveur de la transition écologique ?

Deux réponses possibles – Cumul des deux réponses(en %)



A noter que près de deux-tiers de nos concitoyens estiment que les élus locaux ne sont pas suffisamment formés et compétents dans le domaine de la transition écologique, avec des habitants des Drom, du Nord et Sud-Ouest qui pensent plus souvent que leurs élus ont besoin de formations en ce domaine (conformément à leurs attentes en matière de transition).

Conclusion

Le soutien des Français aux politiques territoriales de transition écologique est très majoritaire et présente quelques caractéristiques territoriales dont les principales sont le caractère rural ou urbain du territoire ainsi que la région de résidence (Drom notamment). Le sentiment ou non d'habiter dans un territoire relégué par les pouvoirs publics, exprimant autant une perception objective de son territoire qu'une appréciation personnelle sur sa propre situation, détermine aussi fortement le rapport des Français à la transition écologique. De fait, les habitants de petites communes rurales ou encore ceux éprouvant un sentiment de relégation territoriale ne souhaitent pas davantage de mesures en matière de transition écologique au niveau des collectivités territoriales mais semblent plutôt privilégier le développement économique de leurs territoires.

De manière générale, le soutien aux politiques territoriales de transition écologique se caractérise davantage par une population se considérant plutôt à gauche qu'à droite. Ce qui pourrait apparaître comme un clivage politique structurant s'atténue en fait très largement lorsqu'il s'agit de considérer le rôle des collectivités territoriales et des élus en la matière. Le soutien aux politiques territoriales de transition ne veut pas forcément dire exigence accrue à leur encontre.

Très schématiquement, l'enquête révèle trois grands positionnements.

Pour une petite moitié des répondants, la transition écologique est un sujet de préoccupation important sans être à proprement parler une thématique qui impliquerait un positionnement idéologique ou un projet politique local dédié. Agir en faveur de la transition doit s'inscrire dans la gestion quotidienne du territoire et ne suscite pas d'attentes véritablement nouvelles sur les modes d'intervention des collectivités ou sur le rôle de l'élu. Ces Français estiment que les collectivités font ce qu'elles doivent en matière de transition. Ce sont souvent des personnes âgées, appartenant à des catégories socioprofessionnelles modestes ou moyennes, comprenant de nombreux inactifs et affichant un net sentiment de fragilité sociale.

L'autre moitié des répondants est divisée.

Une partie d'entre-eux affiche de plus fortes convictions écologiques. Il s'agit de Français plus jeunes, plus diplômés, appartenant à des catégories socioprofessionnelles supérieures. Ce groupe appréhende les enjeux de transition de manière plus ambitieuse. Ces personnes expriment des attentes importantes à l'égard de leurs élus (porteurs d'une vision, etc.) et des collectivités territoriales, au point de susciter une plus forte insatisfaction à leur égard et à leur action en la matière.

A l'inverse, une dernière partie de répondants considère la transition écologique comme un obstacle au développement d'autres politiques plus prioritaires, comme le développement économique. Ces personnes sont plutôt des actifs appartenant aux catégories socioprofessionnelles modestes ou moyennes, ayant le sentiment de vivre dans un territoire délaissé, se sentant proches des gilets jaunes. Ces Français expriment aussi de fortes attentes à l'égard de leurs élus (porteur d'une vision) et marquent leur insatisfaction à l'égard des collectivités territoriales en matière de développement économique, domaine qui serait à privilégier face à la transition écologique.



REPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

L'étude réalisée en 2021 par le CREDOC pour le compte de l'ANCT avait pour objectif de mieux connaître les attentes concrètes des citoyens à l'égard des pouvoirs publics locaux en matière de transition écologique. Le but était de dépasser les déclarations de principe pour tester l'acceptabilité sociétale de différentes pistes d'actions concrètes actionnables par les collectivités territoriales pour faire face au défi environnemental. L'étude visait à identifier le positionnement des Français sur ces pistes d'action, et les éventuels freins et les leviers qu'elles soulèvent. Ce faisant, elle nous indique la perception que les Français peuvent avoir du rôle de leur collectivité et des élus au regard de ces enjeux environnementaux.